

I. BILAN DE L'ACTION MENEÉ PAR L'ECOLE DE LA PAIX EN COLOMBIE

Les actions menées par l'Ecole de la Paix en Colombie ont été développées sur la base du principe de Coresponsabilité Internationale. Ce concept prend en considération l'existence de disparités sociales entre les pays, et la nécessité d'assurer un véritable développement durable. En ce sens, il est nécessaire de partager les responsabilités sur la base de l'interdépendance et dans le but d'utiliser la solidarité internationale comme un mécanisme de construction d'un progrès soutenable.

Deux grands types d'actions ont été développés en Colombie pendant les 20 dernières années. D'un côté, des actions liées à la Société Civile, et d'un autre, des actions au niveau institutionnel.

A. Au Niveau de la Société Civile

Une des missions principales de l'Ecole de la Paix de Grenoble (EPG) est la construction d'une culture de paix à travers la conception de l'éducation comme un outil applicable aux différents niveaux de la société. Dans des contextes sociaux comme celui de la Colombie, où la réalité du conflit interne a laissé comme conséquences de graves dommages sur la population, l'éducation est nécessaire pour éviter le renforcement d'une culture de violence.

L'Ecole de la Paix prend contact avec la Colombie à travers *le Centro de Investigacion y Educacion Popular (CINEP)* lors d'un colloque sur le processus de paix au Salvador en 1992. Cette rencontre a été facilitée par la Fondation Charles Léopold pour le Progrès de l'Homme. Dans cette première approche, on se retrouve face à une réalité assez complexe, mais aussi face à une grande volonté de la part de la société civile pour développer des actions afin de construire la paix. L'Ecole de la Paix va alors développer des actions dans le but de soutenir la société civile dans sa recherche pour la construction de la paix, et aussi afin de mettre en valeur la relation entre paix et développement humain.

1. Le Programme Développement et Paix du Magdalena Medio (PDPMM) et le Comité de Solidarité avec les Communautés de Paix de l'Uraba

En 1996, l'EPG est mise en relation avec le Programme Développement et Paix du Magdalena Medio (PDPMM). Ce projet a été présenté par Francisco de Roux, le directeur du CINEP à l'époque, lors d'une rencontre d'expériences de paix dans la ville de Sasaima en Colombie. L'Ecole de la Paix décide ainsi de soutenir le projet qui vise à une construction de la paix, en prenant en compte les besoins de la société civile et le développement durable comme conditions nécessaires. La même année, l'Ecole de la Paix collabore au suivi de ce programme déclaré "Laboratoire de Paix" par l'Union Européenne en février 2002.

En 1997, l'EPG devient coordinateur du Comité de Solidarité avec les Communautés de Paix de l'Uraba dans la région du Bas Atrato. Une des fonctions de l'EPG avec le Comité est de promouvoir les actions menées par la société civile au niveau national et international. De même, l'Ecole de la Paix a voulu établir des relations de coopération et de participation avec d'autres ONG, notamment Amnesty Internationale et les Brigades de Paix Internationales.

Des actions auprès des autorités nationales et régionales sont menées sous forme de lobbying dans le but de demander une présence étatique plus forte. En 2000 a été créée La Coordination Française pour la Paix en Colombie (CFPC)¹ afin de consolider et de coordonner l'action de la société civile française

¹ La CFPC rassemble neuf organisations engagées en faveur de la paix en Colombie : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme, Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement, Ecole de la Paix Fédération Internationale des Droits de l'Homme/ Ligue Française des

en faveur de la paix en Colombie. Elle mène un important travail de plaidoyer auprès des autorités politiques et européennes, parallèlement à une action de sensibilisation de l'opinion publique sur la situation d'atteinte aux droits humains vécue par la population civile colombienne et provoquée par les acteurs armés du conflit interne en Colombie (guérillas, groupes paramilitaires, agents de l'État) (*Coordination Française pour la Paix en Colombie, 1998*). Lors de sa participation dans le cadre de la CFPC, l'Ecole développe des actions de soutien sur le terrain au Magdalena Medio.

2. Association des Conseils Communautaires et Organisations du Bas Atrato (ASCOBA)

ASCOBA est une association composée par 33 membres représentant des conseils communautaires de la région du Bas Atrato. Ces conseils communautaires constituent la structure locale reconnue par l'Etat colombien et ont leur base légale inscrite dans la loi 70 de 1993. Dans son sillage a été réglementée l'organisation des communautés afro colombiens (*Borda, 2004*). L'objectif de cette association est la promotion des droits humains des communautés, sur la base de la défense de leur droit au territoire. Le but étant d'appuyer le retour des populations déplacées sur leurs terres, en accompagnant leur reconstruction sociale, culturelle, économique et politique.

En termes de développement, l'idée d'ASCOBA est la construction de mécanismes pour la création des projets soutenable afin d'améliorer les conditions de vie des communautés, tout en respectant et profitant les conditions environnementales.

3. L'Assemblée Permanente de la Société Civile pour la Paix (APSCP)

En 1998 est créée l'Assemblée Permanente de la Société Civile pour la Paix (APSCP) à Bogota, avec l'appui de l'EPG. Dans le but de construire une stratégie de coopération soutenue et réaliste pour la paix en Colombie, 80 personnes de différentes nationalités ont réuni leurs efforts autour de la création de cette Assemblée.

L'apport de l'Ecole de la Paix a été de soutenir les associations civiles colombiennes. Elle a participé activement aux réunions de l'APSCP au niveau national et international. Elle a facilité le témoignage d'un membre de l'APSCP lors de l'Assemblée Mondiale des Citoyens à Lille en décembre 2001. De plus, L'EPG a soutenu le déplacement d'un membre pour témoigner de cette expérience lors du Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2002 (*Morot, 2006*).

Les actions de l'EPG ont impacté l'opinion publique, notamment avec un article rédigé par M. Richard Pétris en 2001 intitulé: « *Une oasis dans le chaos colombien* » où il est affirmé que le soutien de l'Union Européenne à la construction de la paix en Colombie est vu comme une aide différente de l'aide nord-américain du Plan Colombie. En effet, l'article souligne l'importance du soutien au niveau social et économique, et la défense des droits des individus avant la primauté de la militarisation.

En février 2002 l'engagement européen est officialisé envers la Colombie via la création du Laboratoire de Paix du Magdalena Medio par le Commissaire européen aux affaires extérieures. Ceci peut être considéré comme une approche de l'implication institutionnelle dans la construction de la paix et du développement.

B. Au Niveau Institutionnel

Dans un premier temps, l'action de l'Ecole de la Paix par rapport aux institutions gouvernementales a été la dénonciation des violations des droits humains. Une grande partie de ces actions est contenue dans le travail de plaidoyer auprès des entités gouvernementales. Cette approche a permis au Comité de Solidarité d'interpeller les institutions responsables et de leur demander de mener des actions concrètes sur la réalité dans l'Uraba.

L'Ecole de la Paix a décidé de faire une analyse sur le rôle fondamental des forces armées dans la construction de la paix. En 2001, l'EPG a accueilli le Général Medina, directeur de l'Ecole Supérieure de Guerre de Bogota (ESAP) comme invité à une conférence intitulée « Les militaires et la construction de la paix », organisée en association avec la Fondation Charles-Leopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. En 2002, une nouvelle rencontre a eu lieu à Washington, dans le cadre d'un colloque réunissant des spécialistes en matière de paix, conflit armé et défense

En 2005, l'EPG a participé à la réalisation d'une conférence intitulée « Les militaires, la paix et la démocratie », cette fois à Santiago du Chili. Lors de cette rencontre se sont réunis des militaires actifs provenant de différentes forces armées dans le monde. Le général Henry Medina Uribe et le Colonel José Tomas Garaviz ont représenté la Colombie.

En 2009, l'EPG en association avec le Groupe de recherche en sciences sociales sur l'Amérique Latine (GRESAL), a réalisé une journée d'études intitulée « Sécurité, Police et Société de Paix ». A cette occasion ont participé différents chercheurs latino - américains, des représentants de la police de la ville de Grenoble et le directeur de l'Ecole Supérieure de Police de Bogota, le Général Fabio Arturo Londono. Le Centre de Recherche de la Police colombienne a demandé à l'EPG un soutien dans la formation des policiers colombiens. L'objectif est de repenser le rôle des forces policières dans la construction de la paix dans un contexte de post-conflit.

Cette approche institutionnelle a permis l'établissement de contacts avec les ministères et l'appareil judiciaire. Néanmoins, la difficulté la plus notable reste l'incohérence entre le discours politique et les faits sur le terrain. L'EPG a cherché la sensibilisation des acteurs étatiques pour motiver une présence institutionnelle plus importante dans la région. Or, les institutions colombiennes présentent une sorte d'inaction face à la réalité, ce qui laisse comme conséquences des espaces d'absence étatique, qui vont être pris par les acteurs armés. En ce sens, on se retrouve face à un double raisonnement : d'un cote les problématiques déjà existantes n'ont pas de possibilités d'être résolues à court terme, et d'un autre le contexte de violence est nourrit par les vides de pouvoir laissés par les institutions.